

Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 26 (1946)
Heft: 1

Buchbesprechung: Études bibliographiques

Autor: [s.n.]

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 26.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

ÉTUDES BIBLIOGRAPHIQUES

Nous ayons nos lecteurs que nous ne sommes pas en mesure de leur procurer les livres mentionnés dans cette rubrique. Ils devront les demander à leur libraire habituel.

Armand PAILLARD. *LES TARIFS DE CHEMINS DE FER EN MATIÈRE DE MARCHANDISES. Étude économique et historique.* Préface de M. Maurice PASCHOUD, membre de la Direction générale des Chemins de fer fédéraux suisses. — Lausanne, Librairie de droit F. ROTH et C^{ie}, 1945. In-8°, 302 pages, 55 figures et tableaux, 24 fr. s.

Cet ouvrage est la deuxième édition, entièrement refondue et singulièrement enrichie, d'une thèse publiée en 1929 sous le même titre, qui valut à son auteur le titre de docteur ès sciences commerciales de l'Université de Lausanne et des mentions très élogieuses dans nombre de revues spécialisées. Depuis cette date, M. Paillard a fait application de la science tarifaire qu'il avait acquise au cours de ses études, au service commercial marchandises des Chemins de fer fédéraux. C'est dire qu'une réédition de son livre présente un intérêt particulièrement grand, d'un point de vue à la fois scientifique et pratique, puisque l'inspecteur commercial, sans rien oublier de ses connaissances académiques, les a enrichies continuellement par l'étude de la doctrine la plus récente et par son activité quotidienne.

Dans une première partie consacrée aux principes généraux, M. Paillard expose, sous une forme qui nous plaît particulièrement par la clarté du style et de la pensée, la théorie économique des tarifs ferroviaires. La seconde partie traite de l'application de ces principes aux chemins de fer suisses, d'un point de vue historique et pratique, sans omettre de relater tous les problèmes qui se posèrent et se posent encore aux Chemins de fer fédéraux dans l'élaboration de leurs tarifs marchandises.

Nous avons lu avec un intérêt particulièrement vif, dans la partie générale, l'exposé de la théorie du prix de revient, qui donne lieu depuis longtemps à des débats animés, et celui des rapports des chemins de fer entre eux et avec le camion, la péniche et l'avion. Ces rapports s'expriment par l'établissement de tarifs et de taxes de concurrence et par la conclusion d'ententes profitables aux deux parties.

Dans l'exposé consacré à la Suisse, il est spécialement instructif de suivre l'évolution des tarifs de 1863 à 1945, d'y déceler l'influence du rachat, en 1903, de la première et de la seconde guerre mondiale.

Un chapitre est consacré aux problèmes rail-route, rail-eau et rail-air, un autre aux revendications tessinoises et genevoises. En bref, cette partie donne un excellent aperçu, complet et précis, de tous les problèmes qu'ont eu à résoudre les chemins de fer suisses dans le domaine des tarifs, sans établir toutefois de comparaison avec les chemins de fer étrangers. Tout au plus pourrait-on regretter que dans son étude de la période la plus récente, 1939 à 1945, M. Paillard ait manqué du recul nécessaire pour donner une vue d'ensemble et se soit surtout cantonné dans sa spécialité qui est la concurrence rail-route et la propagande commerciale des

Chemins de fer fédéraux en matière de marchandises, de même que les tarifs et taxes exceptionnels. Si passionnants que soient les problèmes soulevés dans ces domaines, ils ne suffisent pas à refléter toute la politique commerciale des chemins de fer suisses en ces années de guerre.

En conclusion, M. Paillard affirme qu'aucune politique tarifaire ne saurait se fonder sur des principes rigides, mais qu'elle procède nécessairement d'un certain empirisme : « La science tarifaire est donc bien purement expérimentale; elle est soumise aux conditions essentiellement changeantes de la vie économique et rien ne peut aller contre celle-ci. »

Cet ouvrage mérite d'être lu non seulement par des spécialistes, mais par tous ceux que préoccupe, en France comme en Suisse, l'avenir des transports.

Henry LAUFENBURGER. *L'IMPOT.* — Paris, Éditions Domat Montchrestien, 1945. In-16, 42 pages, 20 fr. fr.

Voici un aperçu de la théorie de l'impôt, de son but, de son application, de la pratique fiscale française et étrangère que le seul nom de son auteur suffit à recommander. Il conclut à la nécessité de modérer les exigences fiscales afin de limiter l'inflation et ses effets néfastes.

Wladimir D'ORMESSON. *L'ÉTERNEL PROBLÈME ALLEMAND.* — Paris, Éditions SPID, 1945. In-16, 156 pages, 70 fr. fr.

Qui ne sera tenté de posséder et de relire à loisir les articles publiés dans le « Figaro », dans « Ouest-France » et dans le « Monde illustré », au lendemain de la libération, par l'observateur perspicace et lucide, par le spécialiste de la politique internationale que fut et que reste M. d'Ormesson.

C. BETTELHEIM, G. MARTINET, P. NAVILLE, P. BESSAIGNET, LE CORBUSIER, J. HARDY. *LA CRISE FRANÇAISE.* — Paris, Éditions du Pavois, 1945. In-16, 239 pages, 75 fr. fr.

Cinq essais, trois documents sur la crise française, destinés à paraître dans la Revue internationale. Il s'agit bien d'articles de revue, un peu décevants en ce qu'ils furent écrits au plus bas de la crise économique, à un moment où il était encore difficile de décrire les conditions du redressement.

Souhaitons voir paraître prochainement une série d'essais plus constructifs, car la forme en est séduisante.

Hervé ALPHAND. *LA COOPÉRATION ÉCONOMIQUE EN EUROPE LIBÉRÉE.* — Paris, Éditions SPID, 1945. In-16, 22 pages, 30 fr. fr.

Un aperçu saisissant de la situation économique en Europe libérée, un exposé exaltant de la coopération économique qui s'impose à un continent en ruines, telle est la conférence que le Comité d'action économique et douanière a eu l'heureuse inspiration d'organiser et de publier récemment.

E. BÖHLER. *LE FINANCEMENT DE LA CRÉATION DE POSSIBILITÉS DE TRAVAIL*. Traduction française de Théo CHOPARD et François MORET. — Lausanne, Librairie F. ROUGE et C^{ie} S. A., 1945. In-8°, 59 pages, 4.80 fr. s.

Le directeur de l'Institut des recherches économiques de l'Ecole polytechnique fédérale élabore dans cet ouvrage une méthode de coordination de l'emprunt et de l'impôt dans le financement des dépenses d'Etat. Selon lui, un Etat qui dispose de réserves financières doit recourir en premier lieu à des emprunts qui ont pour effet de mobiliser les capitaux disponibles des particuliers et des banques. Il ne doit faire appel à l'institut d'émission que pour un financement anticipé ou lorsque le taux d'intérêt augmente. Les impôts lui permettent d'assurer le service de sa dette, mais tant que l'économie n'est pas redevenue prospère, ils ne doivent pas en assurer l'amortissement.

Cette théorie, qui n'est d'ailleurs pas nouvelle, tend à épargner la substance du patrimoine national en augmentant le taux et le rendement des impôts en période de prospérité, où les capitaux trouvent facilement emploi et où les placements sont rémunérateurs, à recourir en revanche à l'emprunt en temps de crise, lorsque les capitaux disponibles abondent.

V. DE MENDEZ. *LA CAMPAGNE DE PUBLICITÉ*. — Paris, Société privée d'imprimerie et d'édition, 1945. In-16, 349 pages, 150 fr. fr.

Ce livre de vulgarisation présente avec clarté les meilleures conditions de rendement que l'on peut obtenir d'une publicité bien comprise. Les multiples exemples qui illustrent chaque assertion constituent déjà en eux-mêmes une source précieuse d'enseignement. Mais le grand mérite de l'auteur est de mettre en valeur l'étroite liaison qui unit la publicité à l'effort même du chef d'entreprise; il fait ressortir l'heureuse incidence de la publicité, non seulement sur la consommation des produits vantés, mais encore sur l'amélioration permanente de leurs qualités.

En cela, la lecture de cet ouvrage intéressera tous les chefs d'entreprise désireux d'aborder la reprise des affaires dans les meilleures conditions possibles. Ajoutons qu'un petit code vient compléter ce livre et donne un aperçu technique non négligeable de l'état actuel de la législation de la publicité.

Jean PRIEM et André BISSON. *FINANCES PUBLIQUES FRANÇAISES*. Paris, Éditions Berger-Levrault, 1945. In-8°, 231 pages, 125 fr. fr.

C'est l'action réciproque des finances et de l'économie que les auteurs étudient dans ce livre, qui vient bien à son heure. MM. Jean Priem et André Bisson passent successivement en revue les principaux problèmes déterminés par la coexistence de ces deux domaines et nous en donnent une vue précise en des analyses courtes, claires et rigoureuses.

Après avoir tenté de déterminer le revenu national, assiette du système fiscal actuel, en tenant compte notam-

ment des mouvements de la population, les auteurs nous exposent les caractéristiques de la monnaie, le fonctionnement et la nécessité du contrôle des changes et des prix, examinent les causes de l'endettement de l'Etat et enfin analysent et expliquent la nécessité de l'intervention de l'Etat dans l'économie, intervention qu'ils défendent habilement malgré ses incohérences.

L'actualité de ce livre en fait un ouvrage de première main, document utile non seulement à tout étudiant, mais encore à tous ceux qui ne peuvent rester indifférents devant l'âpreté de la lutte économique actuelle.

Roger PICARD. *LA RECONVERSION ÉCONOMIQUE AUX ÉTATS-UNIS*. Paris, Éditions SPID, 1945. In-16, 90 pages. 55 fr. fr. Ouvrage publié dans la collection du Comité d'action économique et douanière.

La reconversion est un problème bien américain. Mais il se pose, sur une plus petite échelle, en Europe : en France, où l'armature de l'économie de guerre pèse encore lourdement sur un pays qui fut pillé pendant cinq ans et dévasté lors d'une libération chèrement conquise : en Suisse, où le blocus de ces cinq années a forcé l'industrie à vivre sur des données anormales. L'étude de la reconversion aux Etats-Unis, que Roger Picard a traitée sur place, nous apporte d'intéressants enseignements, non seulement sur la méthode employée, mais aussi et surtout sur les buts visés. Et cette dernière partie de son ouvrage, où il nous décrit l'orientation nouvelle de l'économie américaine, nous apporte plus d'une leçon profitable.

CENTRE DES JEUNES PATRONS. *UNE ÉTAPE*. — Paris, Publication du Centre des jeunes patrons, 1945. In-8°, 58 pages, 40 fr. fr.

C'est toute l'histoire et les principes du Centre des jeunes patrons, décrits avec une compétence et un talent que chacun s'est plu à admirer, dans notre numéro de septembre 1945, par M. Thomas, délégué au Bureau d'études de cet organisme, que l'on trouve exposés dans la brochure que nous présentons aujourd'hui à nos lecteurs.

Le Centre des jeunes patrons prend position, dans sa doctrine, sur tous les problèmes, économiques et sociaux, qui se posent aux chefs d'entreprises : organisation de l'économie en général, de la profession, de l'entreprise, sécurité de l'emploi, propriété des moyens de production, comités d'entreprises, rémunération du travail et autres conditions matérielles de la vie ouvrière...

Ces problèmes, les auteurs les traitent avec cette lucidité, cette clarté d'expression, cette humilité mais cette autorité qui caractérisent toute leur action, inspirée par leur admirable devise :

Etre chef, c'est commander, mais c'est d'abord servir

Souhaitons que l'étape qu'ont franchie, depuis leur engagement, le 7 mai 1938, les jeunes patrons français, soit le prélude à une action toujours plus efficace, à un rayonnement toujours plus large, en France comme à l'étranger.